

**STELLA
JONES**

Rapport de gestion

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2026
(en millions de dollars canadiens)



Table des matières

Introduction	3
Nos activités	4
Notre vision et mission	5
Notre stratégie	5
Faits saillants	7
Faits saillants financiers - premier trimestre	8
Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières	9
Taux de change	13
Résultats d'exploitation	14
Résultats trimestriels	18
État de la situation financière	19
Liquidités et ressources en capital	22
Renseignements concernant les actions	24
Engagements et éventualités	24
Événement postérieur à la date de clôture	24
Risques et incertitudes	24
Conventions comptables significatives et estimations comptables critiques	25
Contrôles et procédures de communication de l'information	26
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	26
Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière	26

Introduction

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 5 mai 2026. Le rapport de gestion fournit des informations concernant la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société au 31 mars 2026 et pour le trimestre clos le 31 mars 2026. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société pour les périodes closes les 31 mars 2026 et 2025 et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (« déclarations prospectives »). Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif », l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives comprennent, sans s'y limiter, nos plans actuels et futurs, attentes et intentions, résultats, niveaux d'activité, notre performance, nos objectifs ou réalisations, ou tout autre événement ou développement futur, y compris les déclarations contenues dans les sections du présent rapport de gestion intitulées « Notre vision et mission » et « Notre stratégie » (y compris les déclarations concernant la stratégie d'allocation du capital de la Société, sa stratégie en matière de dépenses en capital, la poursuite d'acquisitions liées aux infrastructures, son objectif de versement de dividendes et de rachats d'actions, ainsi que sa cible dette nette/BAIIA ajusté), et des déclarations concernant les plans de la Société visant à étendre ses activités de structures en treillis d'acier aux États-Unis par la construction d'une nouvelle usine de fabrication, et sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations reposent sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses et sont formulées par la Société à la lumière de l'expérience de sa direction et de sa perception des tendances historiques, de la situation actuelle et des développements futurs attendus, ainsi que d'autres facteurs jugés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Cependant, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Par nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, car elles se rapportent à des événements et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir. Ces risques et incertitudes peuvent porter, entre autres, sur la dépendance de la Société à l'égard de clients importants, la disponibilité et le coût des matières premières, les perturbations opérationnelles, les changements climatiques, la dépendance à l'égard du personnel clé, les technologies de l'information, les incidents de cybersécurité et de protection des données, la conjoncture économique mondiale, l'incertitude géopolitique, la stratégie d'acquisition de la Société, l'expansion future de l'usine de la Société, la capacité de la Société à lever des capitaux, la conformité environnementale et les litiges, ainsi que les facteurs et hypothèses mentionnés dans le présent document et dans les documents d'information continue de la Société. Ces risques et incertitudes, ainsi que d'autres liés aux activités de la Société, sont décrits plus en détail à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Bon nombre de ces risques échappent à la capacité de la Société de les maîtriser ou de les prévoir. En raison de ces risques, incertitudes et hypothèses, le lecteur est prié de ne pas accorder une confiance induue à ces déclarations prospectives. De plus, les déclarations prospectives ne valent qu'à la date où elles sont formulées. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont disposait la Société au 5 mai 2026, date du présent rapport de gestion. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« normes comptables IFRS ») applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, incluant notamment IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Certains chiffres présentés dans le présent rapport de gestion ont été arrondis aux fins de présentation. Les pourcentages indiqués dans le présent rapport de gestion n'ont pas tous été calculés à partir de ces chiffres arrondis, mais plutôt à partir

des montants avant arrondissement. Pour cette raison, les pourcentages figurant dans le présent rapport de gestion peuvent différer légèrement de ceux obtenus en effectuant les mêmes calculs à partir des chiffres figurant dans les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société ou dans le texte connexe. De même, certains autres montants présentés dans le présent rapport de gestion peuvent ne pas totaliser exactement en raison de l'arrondissement.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR, des ratios non conformes aux PCGR ainsi que d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les normes comptables IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures et des ratios du même type présentés par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle, les rapports trimestriels et annuels de la Société, ainsi que des documents additionnels en visitant le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la section Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com. Les documents et autres renseignements figurant sur le site Web de la Société ou sur tout autre site mentionné dans le site Web de la Société ne font pas partie du présent rapport de gestion et ne sont pas intégrés par renvoi aux présentes.

Nos activités

Stella-Jones est un chef de file nord-américain dans la fabrication de produits axés sur le soutien aux infrastructures essentielles aux réseaux de distribution et de transport d'électricité, ainsi que l'exploitation et l'entretien des systèmes de transport ferroviaire. La Société fournit aux grandes sociétés de services publics d'électricité du continent des poteaux et des traverses pour poteaux en bois traité, des pylônes en treillis d'acier et des poteaux de transport en acier, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres en bois traité aux exploitants nord-américains de chemins de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. La Société soutient aussi les infrastructures avec des produits industriels, notamment du bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité de première qualité et d'accessoires à usage résidentiel qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante de ce secteur d'activité consiste à desservir une clientèle canadienne par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

La croissance interne et les acquisitions stratégiques réalisées par la Société lui ont permis d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité de production, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. Cette stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

La capacité démontrée de Stella-Jones à livrer des résultats robustes sert d'assise à la génération de flux de trésorerie solides qui permettent à la Société d'investir continuellement dans ses activités, à l'interne tout comme par le biais d'acquisitions, et de remettre du capital aux actionnaires.

En date du 31 mars 2026, la Société exploitait 44 usines de traitement du bois, une usine de fabrication de structures en acier destinées au transport d'électricité et une distillerie de goudron de houille et ses effectifs s'élevaient à environ 3 200 employés. Les installations de la Société sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau d'approvisionnement et de distribution.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

Notre vision et mission

La vision stratégique de Stella-Jones consiste à bâtir une entreprise agile et tournée vers l'avenir, qui se consacre à desservir les secteurs des services publics et du transport ferroviaire. Sa mission est de soutenir des infrastructures qui relient les collectivités à l'échelle locale et à travers l'Amérique du Nord. La Société est déterminée à rester à l'avant-garde et à desservir ces secteurs d'activités avec excellence, en veillant à ce que ses solutions novatrices répondent aux besoins d'aujourd'hui et anticipent les défis de demain.

Notre stratégie

La stratégie de Stella-Jones vise à être le partenaire de choix des clients du secteur des infrastructures partout en Amérique du Nord en renforçant son offre de produits et services au moyen d'initiatives internes, d'innovations et d'acquisitions et d'investissements stratégiques qui cadrent avec ses objectifs de création de valeur à long terme. Elle recherche activement des occasions permettant de tirer parti de son vaste réseau de fabrication et de distribution et de sa clientèle bien établie afin d'accroître sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société intègre le développement durable et la sécurité dans ses décisions quotidiennes et ses stratégies à long terme, et veille à ce que les activités commerciales et opérationnelles soient constamment alignées sur ces valeurs fondamentales. Stella-Jones priorise les actions concrètes dans tous les aspects de ses activités et s'engage à adopter des pratiques qui protègent les personnes, les collectivités et l'environnement, tout en assurant la pérennité de ses activités.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre les investissements pour soutenir la croissance et la remise de capital aux actionnaires.

La stratégie de la Société consiste à :

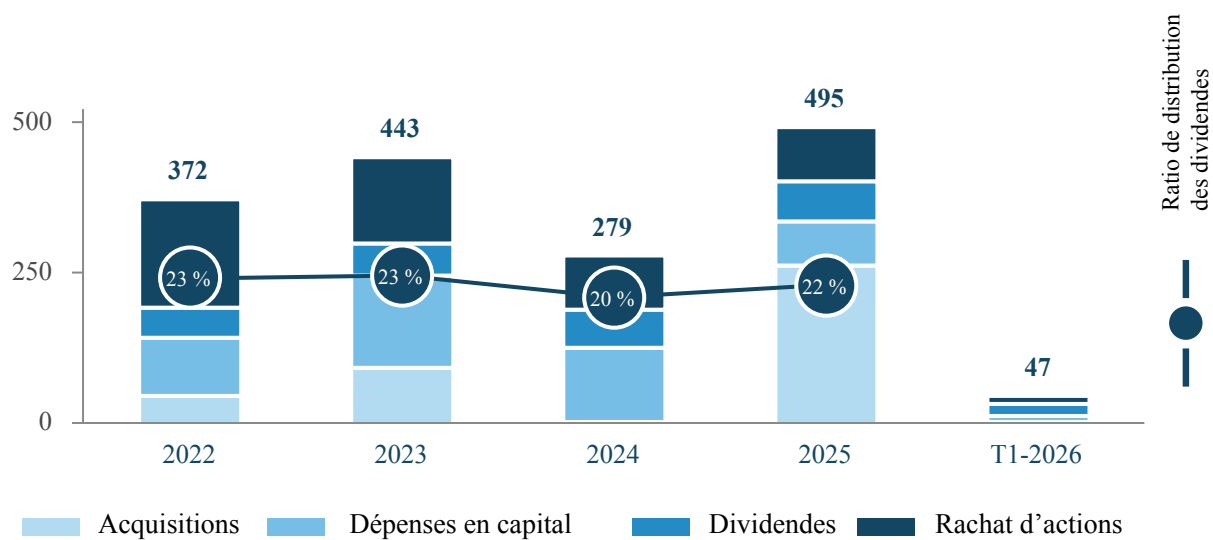
- Investir environ 2,5 % des ventes annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité et la fiabilité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, d'améliorer la productivité et de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable;
- Investir dans des dépenses en immobilisations stratégiques pour accroître la capacité de production, lorsque cela s'avère nécessaire, pour soutenir les plans de croissance de la Société;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat déclaré par action (« RPA ») de base du précédent exercice; et
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais de rachats d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir la dette nette sur le BAIIA ajusté¹ entre 2,0 x et 2,5 x, bien que la Société puisse dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions, saisir d'autres occasions stratégiques, et/ou financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

¹ Ce terme indiqué n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse le comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2022 se résume comme suit :

(en millions \$, à l'exception des %)



Faits saillants

Aperçu du premier trimestre de 2026

Les ventes se sont élevées à 791 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement aux ventes de 773 millions \$ effectuées lors de la même période en 2025. Si on exclut l'apport des acquisitions réalisées en 2025, à savoir celles de Brooks Manufacturing Co. et Locweld Inc., ainsi que l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes ont enregistré une croissance interne de six millions \$, soit 1 %. La progression est principalement attribuable à la croissance interne des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics de 6 %, alimentée par une demande soutenue des sociétés de services publics. Ces résultats ont été en grande partie contrebalancés par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel résultant d'un affaiblissement de la demande du marché et d'une pression à la baisse sur les prix de vente. De leur côté, les ventes de traverses de chemins de fer sont demeurées stables, affichant une performance comparable à celle de la période correspondante du précédent exercice.

Le résultat d'exploitation s'est établi à 97 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à 143 millions \$ lors de la même période l'an dernier. La variation est principalement attribuable à la comptabilisation d'un règlement d'assurance d'un montant de 38 millions \$ au premier trimestre de 2025 en lien avec un incendie survenu en 2023 dans l'une des installations de la Société. Sur une base ajustée, le résultat d'exploitation¹ a reculé pour s'établir à 99 millions \$, contre 105 millions \$ au premier trimestre du précédent exercice, en raison de l'apport des acquisitions réalisées en 2025 qui ont été plus que contrebalancé par une composition des ventes moins avantageuse des poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics et par une hausse des coûts. Ce dernier facteur est en grande partie attribuable à l'impact de la réévaluation à la juste valeur de la rémunération fondée sur des actions, découlant de l'appréciation du cours de l'action de la Société. En conséquence, le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 136 millions \$, soit 17,2 % des ventes, comparativement à 141 millions \$, ou 18,2 % des ventes, au premier trimestre de 2025.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2026, Stella-Jones a utilisé ses liquidités pour soutenir l'augmentation saisonnière de ses besoins en fonds de roulement, investir dans les dépenses en immobilisations et racheter des actions pour une contrepartie de 15 millions \$. La Société a également déclaré un dividende trimestriel de 0,34 \$ par action ordinaire pour un montant total de 18 millions \$.

Au cours du trimestre, la Société a finalisé le choix de l'emplacement de sa nouvelle usine américaine de fabrication de treillis d'acier qui sera construite à Fayetteville, au Tennessee. Bien que le projet soit en cours, aucune dépense en immobilisations n'a été engagée au cours du premier trimestre de 2026.

Au 31 mars 2026, la situation financière de la Société demeurait saine. La Société avait des liquidités disponibles² de 646 millions \$ et la dette nette sur le BAIIA ajusté¹ s'établissait à 2,6 x, reflétant la hausse saisonnière habituelle du fonds de roulement observée au premier trimestre de l'exercice.

¹ Les termes indiqués n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

² Somme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des facilités de crédit non utilisées, déduction faite des lettres de crédit en cours et de certaines garanties.

Faits saillants financiers - premier trimestre

Indicateurs clés choisis

(en millions de dollars sauf les ratios et les données par action)	Périodes de trois mois closes les 31 mars		Variation (\$)	Variation (%)
	2026	2025		
Résultats d'exploitation				
Ventes	791	773	18	2 %
Bénéfice brut ¹	155	168	(13)	(8 %)
Marge du bénéfice brut ¹	19,6 %	21,7 %	s.o.	(210 pdb)
BAIIA ajusté ¹	136	141	(5)	(4 %)
Marge du BAIIA ajusté ¹	17,2 %	18,2 %	s.o.	(100 pdb)
Résultat net	60	93	(33)	(35 %)
Résultat par action (« RPA ») – de base et dilué	1,10	1,67	(0,57)	(34 %)
RPA ajusté – de base et dilué	1,12	1,15	(0,03)	(3 %)
Autres données				
Dividendes déclarés par action	0,34	0,31	0,03	10 %
Rendement ajusté du capital moyen utilisé ¹	12,2 %	12,8 %	s.o.	(60 pdb)
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	47	(16)	63	
Activités de financement	9	69	(60)	
Activités d'investissement	(15)	(22)	7	
	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025	Variation (\$)	
Situation financière				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	94	44	50	
Stocks	1 686	1 653	33	
Actif total	4 286	4 117	169	
Dette à long terme ²	1 392	1 339	53	
Obligations locatives ²	302	303	(1)	
Total du passif non courant	1 749	1 805	(56)	
Capitaux propres	2 099	2 039	60	
Autres données				
Ratio du fonds de roulement ^{1 3}	4,96	7,40		
Dette nette sur le BAIIA ajusté ¹	2,6 x	2,6 x		

¹ Ces termes désignés n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

² Incluant la partie courante.

³ Actif courant divisé par le passif courant

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières à l'égard de « mesures financières déterminées » (telles qu'elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR, ainsi que les autres mesures financières (notamment le bénéfice brut et la marge du bénéfice brut, qui sont présentés à titre de mesures financières supplémentaires) décrits ci-après n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La méthode utilisée par la Société pour calculer ces mesures peut différer de celles utilisées par d'autres et, par conséquent, la définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle de mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. De plus, les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et autres mesures financières ne doivent pas être considérés comme substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR. La direction considère que les mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières déterminées décrites ci-après constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière, aux résultats d'exploitation et aux flux de trésorerie de la Société, puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance.

À compter du premier trimestre 2026, la Société a choisi d'apporter des ajustements à la présentation de certaines de ses mesures financières et de certains ratios non conformes aux PCGR. Par conséquent, le résultat d'exploitation, la marge du résultat d'exploitation, le BAIIA, la marge du BAIIA, le résultat net, le RPA (de base et dilué), le rendement du capital moyen utilisé et la dette nette sur le BAIIA sont désormais présentés comme suit : résultat d'exploitation ajusté, marge du résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté, résultat net ajusté, RPA ajusté (de base et dilué), rendement ajusté du capital moyen utilisé (« RCU ajusté ») et dette nette sur le BAIIA ajusté. Veuillez vous reporter à la discussion ci-dessous pour la définition de chaque mesure et un rapprochement à la mesure la plus directement comparable des PCGR. Compte tenu d'événements historiques tels que le règlement d'assurance intervenu en 2025 et des opportunités et transactions stratégiques, notamment des acquisitions et des initiatives de restructuration réalisées ou qui pourraient se produire à l'avenir, la direction estime qu'une telle présentation facilitera l'évaluation de la performance opérationnelle de base de la Société et améliorera la comparabilité d'une période à l'autre.

Croissance interne des ventes et pourcentage de croissance interne des ventes

- Croissance interne des ventes : ventes d'une période donnée par rapport aux ventes de la période comparative, excluant l'impact des acquisitions et des fluctuations des taux de change
- Pourcentage de croissance interne des ventes : croissance interne des ventes divisée par les ventes de la période comparative

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour analyser le niveau d'activité en excluant l'incidence des acquisitions et des fluctuations des taux de change, afin de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction estime que ces mesures sont utilisées par les investisseurs et les analystes pour évaluer la performance de la Société.

Le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures les plus comparables des PCGR est présenté à la section intitulée « Résultats d'exploitation ».

Bénéfice brut et marge du bénéfice brut

- Bénéfice brut : ventes moins le coût des ventes
- Marge du bénéfice brut : bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante

La Société utilise ces mesures financières supplémentaires pour évaluer son rendement opérationnel continu.

Résultat d'exploitation ajusté, marge du résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

- Résultat d'exploitation ajusté : résultat d'exploitation excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, les frais de restructuration, la dépréciation d'actifs, ainsi que les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et l'amortissement des immobilisations incorporelles liés aux acquisitions importantes
- Marge du résultat d'exploitation ajusté : résultat d'exploitation ajusté divisé par les ventes de la période correspondante
- BAIIA ajusté : résultat d'exploitation excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, les frais de restructuration, la dépréciation d'actifs, ainsi que les coûts d'acquisition et les coûts d'intégration liés aux acquisitions importantes, et l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, y compris celles liées aux acquisitions importantes
- Marge du BAIIA ajusté : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer sa performance opérationnelle et financière. De plus, la Société considère que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté constituent de l'information utile pour les investisseurs, puisqu'il s'agit de mesures communes dans l'industrie, utilisées par les investisseurs et les analystes pour mesurer la capacité d'une société à assumer le service de la dette et à respecter ses autres obligations de paiement, ou comme une mesure d'évaluation commune.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées avec leurs mesures PCGR les plus comparables :

(en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2026	2025
Résultat d'exploitation	97	143
Éléments de rapprochement :		
Règlement d'assurance	—	(38)
<i>Gain sur le règlement d'assurance</i>	—	(28)
<i>Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités</i>	—	(10)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	—
Résultat d'exploitation ajusté	99	105
Amortissement excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	37	36
BAIIA ajusté	136	141

Résultat net ajusté et RPA ajusté - de base et dilué

- Résultat net ajusté : résultat net excluant les éléments suivants, nets d'impôts : gain sur règlement d'assurance, recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, frais de restructuration, dépréciation d'actifs, ainsi que les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et l'amortissement des immobilisations incorporelles liés aux acquisitions importantes
- RPA ajusté - de base : résultat net ajusté pour la période attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période
- RPA ajusté - dilué : résultat net ajusté pour la période attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ajusté pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer son rendement opérationnel continu.

Le tableau suivant présente le rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées avec leurs mesures PCGR les plus comparables :

(en millions \$, sauf les données par action)	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2026	2025
Résultat net	60	93
Éléments de rapprochement :		
Règlement d'assurance	—	(38)
<i>Gain sur le règlement d'assurance</i>	—	(28)
<i>Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités</i>	—	(10)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	—
Impôts sur le résultat liés aux éléments ci-dessus ¹	(1)	9
Résultat net ajusté	61	64
RPA ajusté - de base et dilué	1,12 \$	1,15 \$

¹ Calculés à l'aide du taux d'imposition effectif de la période

Capital utilisé et rendement ajusté du capital moyen utilisé (« RCU ajusté »)

- Capital utilisé : actif total, excluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie, moins le passif courant ne portant pas intérêt
- Capital moyen utilisé : moyenne sur 12 mois du solde du capital utilisé au début de la période de 12 mois et des soldes du capital utilisé à la fin de chaque trimestre pendant le reste de la période de 12 mois
- RCU ajusté : résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (« DDM ») divisé par le capital moyen utilisé

La Société utilise le capital moyen utilisé pour évaluer et suivre les montants de ses investissements dans ses activités, et elle utilise le RCU ajusté comme indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi.

Le tableau suivant présente le rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées avec leurs mesures PCGR les plus comparables :

(en millions \$)	Au 31 mars 2026	Au 31 mars 2025
Actif total moyen	4 159	4 051
Trésorerie et équivalents de trésorerie moyens	(71)	(26)
Passif courant moyen	(324)	(312)
Partie courante moyenne des obligations locatives	63	60
Partie courante moyenne de la dette à long terme	45	2
Capital moyen utilisé	3 872	3 775
Résultat d'exploitation ajusté (DDM)	472	484
RCU ajusté	12,2 %	12,8 %

Dette nette et dette nette sur le BAIIA ajusté

- Dette nette : somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris, dans chaque cas, la partie courante) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie
- Dette nette sur le BAIIA ajusté : dette nette divisée par le BAIIA ajusté des DDM

La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'effet de levier financier de la Société.

Le tableau suivant présente le rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées avec leurs mesures PCGR les plus comparables :

(en millions \$)	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025
Dettes à long terme incluant la partie courante	1 392	1 339
Obligations locatives incluant la partie courante	302	303
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(94)	(44)
Dettes nettes	1 600	1 598
BAIIA ajusté (DDM)	618	623
Dettes nettes sur le BAIIA ajusté	2,6 x	2,6 x

Taux de change

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2026 et 2025. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2026		2025	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,37	1,39	1,44	1,44
Deuxième trimestre			1,38	1,36
Troisième trimestre			1,38	1,39
Quatrième trimestre			1,40	1,37
Exercice			1,40	1,37

- Taux moyen : La dépréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au cours du premier trimestre de 2026, comparativement au premier trimestre de 2025, a eu une incidence négative sur les ventes et un impact positif sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au 31 mars 2026, comparativement au 31 décembre 2025, a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Résultats d'exploitation

Ventes

Les ventes au premier trimestre de 2026 ont atteint 791 millions \$, comparativement aux ventes de 773 millions \$ réalisées lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'apport de 42 millions \$ des acquisitions réalisées en 2025 ainsi que l'effet défavorable de la conversion des devises de 30 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 10 millions \$, soit 1 %, en raison principalement d'une hausse des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une composition des ventes moins avantageuse pour les poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, par rapport à la même période l'an dernier, et par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel. La baisse des ventes de billots et de bois d'œuvre par rapport à la période correspondante du précédent exercice est en grande partie attribuable à une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Produits destinés aux sociétés de services publics ¹	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels ²	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T1-25	419	208	88	39	754	19	773
Acquisitions	42	—	—	—	42	—	42
Taux de change	(18)	(8)	(2)	(2)	(30)	—	(30)
Croissance interne des ventes ³	26	(2)	(10)	(4)	10	(4)	6
T1-26	469	198	76	33	776	15	791
Croissance interne des ventes % ³	6 %	(1 %)	(11 %)	(10 %)	1 %	(21 %)	1 %

¹ Les produits destinés aux sociétés de services publics sont composés de poteaux et traverses pour poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, ainsi que de structures d'acier, à savoir les pylônes en treillis d'acier et les poteaux de transport en acier.

² Les produits industriels sont principalement constitués du bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, des pilotis pour constructions maritimes et des pieux pour fondations.

³ Les termes indiqués n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

Produits destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 469 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement aux ventes de 419 millions \$ réalisées lors de la période correspondante en 2025. Si on exclut l'apport des acquisitions réalisées en 2025 ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 26 millions \$, soit 6 %, par rapport à la même période l'an dernier. L'augmentation des ventes est attribuable à la vigueur soutenue des volumes générés par les sociétés de services publics, témoignant de l'apport des engagements contractuels plurianuels conclus avec ces clients. Cette croissance des ventes a été atténuée par une baisse des prix de vente, découlant essentiellement de changements dans la composition des ventes. Au premier trimestre de l'exercice 2025, la composition des ventes avait donné lieu à des prix moyens plus avantageux en raison d'une proportion plus élevée de poteaux destinés aux sociétés de services publics munis d'une enveloppe résistante au feu. Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont représenté 59 % des ventes de la Société au premier trimestre de 2026.

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer ont reculé de 10 millions \$ au premier trimestre de 2026 pour se chiffrer à 198 millions \$, comparativement aux ventes de 208 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut

l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer sont demeurées relativement stables. Le recul des volumes réalisés auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1, qui reflète la dynamique concurrentielle actuelle, a été compensé par une forte croissance enregistrée auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, résultant de projets reportés de 2025 et d'une accélération dans la réalisation de projets. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 25 % des ventes de la Société au premier trimestre de 2026.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont fléchi pour s'établir à 76 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à des ventes de 88 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 10 millions \$, soit 11 %. Ce recul est attribuable à une demande plus faible du marché et à une baisse des prix de vente du bois d'œuvre sur le marché par rapport à la même période l'an dernier. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 10 % des ventes de la Société au premier trimestre de 2026.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels ont diminué de six millions \$ pour se chiffrer à 33 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à des ventes de 39 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels ont baissé de quatre millions \$, soit 10 %, en raison d'une baisse des volumes de bois d'œuvre destiné aux projets de ponts ferroviaires. Les ventes de produits industriels ont représenté 4 % des ventes de la Société au premier trimestre de 2026.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 15 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à des ventes de 19 millions \$ effectuées lors de la même période en 2025. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement en billots pour ses poteaux destinés aux sociétés de services publics et en bois d'œuvre pour son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel, des billots inadéquats pour être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics ainsi que du bois d'œuvre excédentaire sont obtenus et revendus. Le recul des ventes par rapport au premier trimestre de 2025 s'explique en grande partie par une baisse des activités de bois d'œuvre. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 2 % des ventes de la Société au premier trimestre de 2026.

Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 637 millions \$, soit 81 % des ventes en 2026, en hausse de deux millions \$, par rapport aux ventes de 635 millions \$, ou 82 % des ventes, réalisées lors de la même période l'an dernier. Les ventes ont augmenté en raison principalement de l'apport des acquisitions réalisées en 2025 et d'une progression des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics. Cette croissance a été en grande partie contrebalancée par une demande moindre pour les traverses de chemins de fer, le bois d'œuvre à usage résidentiel et les produits industriels, ainsi que par la dépréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien comparativement à la même période en 2025.

Les ventes effectuées au Canada se sont chiffrées à 154 millions \$, soit 19 % des ventes en 2026, en hausse de 16 millions \$ par rapport aux ventes de 138 millions \$, ou 18 % des ventes, effectuées lors de la même période en 2025. La progression des ventes est principalement attribuable à la croissance interne des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, à l'apport d'une acquisition réalisée en 2025, ainsi qu'à une hausse des volumes de traverses de chemins de fer alimentée par la forte demande des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Ces vecteurs de croissance ont été en partie contrebalancés par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel et par une réduction de l'activité de négociation de bois d'œuvre.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 636 millions \$, soit 80,4 % des ventes, comparativement à un coût des ventes de 605 millions \$, ou 78,3 % des ventes, lors de la même période en 2025. L'augmentation en dollars absolus est principalement attribuable à l'intégration des acquisitions réalisées en 2025 ainsi qu'à une hausse des volumes de vente, notamment ceux des poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics. En outre, l'augmentation traduit l'incidence d'un recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités de 10 millions \$ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2025 à la suite d'un incendie survenu dans une installation en 2023. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'impact favorable de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et par une baisse des frais d'exploitation.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 39 millions \$ en 2026, dont 34 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, comparativement à une dotation aux amortissements totale de 36 millions \$ lors du précédent exercice, dont 32 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est chiffré à 155 millions \$ en 2026, contre 168 millions \$ en 2025, ce qui représente des marges respectives de 19,6 % et 21,7 %. La diminution traduit une composition des ventes moins avantageuse pour les poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, l'incidence négative de la conversion des devises et l'impact du recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités de 10 millions \$ constaté en 2025, compensés en partie par la contribution supplémentaire au bénéfice brut des acquisitions réalisées en 2025.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 62 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à 50 millions \$ lors de la même période en 2025, incluant une dotation aux amortissements de cinq millions \$ en 2026 et de quatre millions \$ en 2025. Si on exclut la dotation aux amortissements, les frais de vente et d'administration ont représenté 7,2 % des ventes au premier trimestre de 2026, contre 6,0 % lors de la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse de la charge de rémunération, notamment la rémunération fondée sur des actions découlant de l'appréciation du cours de l'action de la Société. Si on exclut un impact de cinq millions \$ de la réévaluation à la juste valeur de cette rémunération fondée sur des actions, les frais de vente et d'administration ont représenté 6,5 % des ventes en 2026.

Autres (gains) pertes, montant net

Au premier trimestre de 2026, la Société a engagé des frais d'exploitation supplémentaires et des coûts de nettoyage de site en lien avec une partie des installations de fabrication de la Société situées à Brierfield, dans l'Alabama, qui avaient été endommagées par un incendie au troisième trimestre de 2025. Les coûts totaux de cinq millions \$ engagés au premier trimestre de 2026 ainsi qu'un recouvrement d'assurance d'un montant correspondant ont été comptabilisés dans les états condensés consolidés intermédiaires du résultat net au titre des autres (gains) pertes, montant net. L'actif recouvrable aux termes de la police d'assurance, déduction faite des avances reçues de la compagnie d'assurance pour cette réclamation, a été comptabilisé dans les créances. Tout gain résultant des indemnités d'assurance pour les dommages matériels dépassant la valeur nette comptable des biens concernés sera comptabilisé en résultat lors du règlement de la demande d'indemnisation comme gain sur règlement d'assurance.

La Société a également comptabilisé d'autres gains d'un montant net de quatre millions \$ en 2026, découlant principalement du recouvrement de coûts engagés pour la remise en état de biens endommagés lors d'un exercice antérieur. Au premier trimestre de 2025, le montant net des autres pertes avait totalisé trois millions \$ et consistait pour l'essentiel en des frais de restauration de sites.

Règlement d'assurance

En 2025, la Société a réglé avec son assureur une réclamation en lien avec un incendie survenu en 2023 à ses installations de fabrication de Silver Springs, au Nevada, pour un produit total, déduction faite de la franchise, de 53 millions \$ (37,5 millions \$ US).

À la suite du règlement, la Société a comptabilisé, au premier trimestre de 2025, un recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités de 10 millions \$ (7 millions \$ US) en réduction du « Coût des ventes » et un gain sur la réclamation de dommages sur biens de 28 millions \$ (19,5 millions \$ US) comme « Gain sur le règlement d'assurance ». Le montant restant du règlement d'assurance, soit 15 millions \$ (11 millions \$ US), a servi à rembourser la Société pour la valeur comptable d'immobilisations corporelles endommagées, ainsi que pour des frais de nettoyage et de restauration de site.

Charges financières

Les charges financières se sont élevées à 17 millions \$ au premier trimestre de 2026, en baisse par rapport aux charges de 20 millions \$ engagées lors de la période correspondante du précédent exercice. La diminution des charges financières s'explique principalement par une réduction du niveau d'endettement total et, dans une moindre mesure, par une baisse du coût moyen d'emprunt.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est élevé à 80 millions \$ au premier trimestre de 2026, contre 123 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 20 millions \$ en 2026, comparativement à 30 millions \$ en 2025, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 25 % au premier trimestre de 2026 et de 24 % en 2025.

Résultat net

Le résultat net au premier trimestre de 2026 s'est élevé à 60 millions \$, soit 1,10 \$ par action, comparativement à 93 millions \$, ou 1,67 \$ par action, lors du trimestre correspondant en 2025. Sur une base ajustée, le résultat net se chiffre à 61 millions \$, soit 1,12 \$ par action, comparativement à 64 millions \$, ou 1,15 \$ par action, au premier trimestre de 2025.

Résultats trimestriels

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de produits destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d’approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d’entretien estivaux. Les ventes de bois d’œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l’automne et à l’hiver, on observe une diminution de l’activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des neuf derniers trimestres de la Société :

2026

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	791				
Résultat d’exploitation	97				
BAIIA ajusté	136				
Résultat net	60				
RPA – de base et dilué	1,10				
RPA ajusté – de base et dilué	1,12				

2025

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	773	1 034	958	727	3 492
Résultat d’exploitation	143	155	135	83	516
BAIIA ajusté	141	189	171	122	623
Résultat net	93	106	88	50	337
RPA – de base et dilué ¹	1,67	1,91	1,59	0,91	6,09
RPA ajusté – de base et dilué ¹	1,15	1,91	1,59	0,91	5,56

¹ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l’ensemble de l’exercice.

2024

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	775	1 049	915	730	3 469
Résultat d’exploitation	124	168	130	81	503
BAIIA ajusté	156	200	162	115	633
Résultat net	77	110	80	52	319
RPA – de base et dilué ¹	1,36	1,94	1,42	0,93	5,66
RPA ajusté – de base et dilué ¹	1,36	1,94	1,42	0,93	5,66

¹ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l’ensemble de l’exercice.

État de la situation financière

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au 31 mars 2026, comparativement au 31 décembre 2025 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change »), a entraîné une augmentation de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 31 mars 2026, le total de l'actif s'élevait à 4 286 millions \$, contre 4 117 millions \$ au 31 décembre 2025. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable à la hausse de l'actif courant ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les actifs libellés en dollars américains. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs tirées de rubriques sélectionnées des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025	Variation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	94	44	50
Créances	341	262	79
Stocks	1 686	1 653	33
Autres	50	60	(10)
Total de l'actif courant	2 171	2 019	152
Immobilisations corporelles	1 127	1 116	11
Actifs au titre du droit d'utilisation	286	288	(2)
Immobilisations incorporelles	239	243	(4)
Goodwill	441	434	7
Autres	22	17	5
Total de l'actif non courant	2 115	2 098	17
Total de l'actif	4 286	4 117	169

Les créances s'élevaient à 341 millions \$ au 31 mars 2026, comparativement à 262 millions \$ au 31 décembre 2025. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement normal de la demande saisonnière, en partie contrebalancée par une réduction du délai moyen de recouvrement des créances clients. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des ententes avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Les créances sont comptabilisées après déduction des créances clients vendues durant la période.

Les stocks s'élevaient à 1 686 millions \$ au 31 mars 2026, en hausse par rapport à 1 653 millions \$ au 31 décembre 2025. L'augmentation des stocks est essentiellement attribuable à la constitution saisonnière de stocks pour le bois d'œuvre à usage résidentiel, en prévision de l'accroissement de la demande durant la période de pointe des deuxième et troisième trimestres, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les stocks libellés en dollars américains d'environ 20 millions \$, en partie contrebalancés par une baisse des stocks pour les traverses de chemin de fer.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher les produits en bois destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et certains produits industriels, à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, des stocks importants de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles totalisaient 1 127 millions \$ au 31 mars 2026, comparativement à 1 116 millions \$ au 31 décembre 2025. L'augmentation s'explique par l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 12 millions \$ au cours du premier trimestre et par l'effet de conversion des devises sur les immobilisations corporelles libellées en dollars américains d'un montant de 13 millions \$, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 14 millions \$ pour la période.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 286 millions \$ au 31 mars 2026, comparativement à 288 millions \$ au 31 décembre 2025. La diminution est attribuable à une dotation aux amortissements de 18 millions \$ pour la période, en partie contrebalancée par l'ajout de nouveaux contrats de location, essentiellement du matériel roulant.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 239 millions \$ et 441 millions \$ au 31 mars 2026. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote et des coûts d'acquisition de logiciels. Au 31 décembre 2025, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 243 millions \$ et 434 millions \$. La diminution des immobilisations incorporelles est principalement attribuable à la dotation aux amortissements de sept millions \$ pour la période, tandis que l'augmentation du goodwill est attribuable à l'effet de conversion des devises sur le goodwill libellé en dollars américains.

Passif

Au 31 mars 2026, le total du passif de Stella-Jones atteignait 2 187 millions \$, en hausse par rapport à 2 078 millions \$ au 31 décembre 2025. La hausse du total du passif traduit essentiellement l'augmentation du passif courant, ainsi que l'effet de conversion des devises sur le passif libellé en dollars américains. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	180	153	27
Impôts sur le résultat à payer	12	—	12
Partie courante de la dette à long terme	142	37	105
Partie courante des obligations locatives	65	63	2
Autres	39	20	19
Total du passif courant	438	273	165
Dette à long terme	1 250	1 302	(52)
Obligations locatives	237	240	(3)
Passifs d'impôt différé	213	218	(5)
Autres	49	45	4
Total du passif non courant	1 749	1 805	(56)
Total du passif	2 187	2 078	109

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, a augmenté de 53 millions \$ pour s'établir à 1 392 millions \$ au 31 mars 2026, comparativement à 1 339 millions \$ au 31 décembre 2025, incluant une augmentation attribuable à l'appréciation du taux de clôture du dollar américain par rapport au dollar canadien sur la dette à long terme libellée en dollars américains d'environ 12 millions \$. Malgré les besoins saisonniers en fonds de roulement, le solde de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, est demeuré relativement inchangé à 1 298 millions \$, comparativement à 1 295 millions \$ au 31 décembre 2025, l'augmentation de la dette à long terme ayant été largement contrebalancée par une hausse de la situation de trésorerie.

L'augmentation de la partie courante de la dette à long terme traduit le reclassement des billets de premier rang non garantis de 75 millions \$ US qui viendront à échéance en janvier 2027.

Dettes à long terme (en millions \$)	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025
Facilités de crédit rotatif non garanties	481	427
Facilités de prêt à terme non garanties	408	408
Billets de premier rang non garantis	504	503
Autres	(1)	1
Total de la dette à long terme	1 392	1 339

Au 31 mars 2026, la Société affichait une dette nette sur le BAIIA ajusté de 2,6 x et elle respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 2 099 millions \$ au 31 mars 2026, comparativement à 2 039 millions \$ au 31 décembre 2025.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025	Variation
Capital-actions	188	187	1
Surplus d'apport	4	5	(1)
Résultats non distribués	1 708	1 681	27
Cumul des autres éléments du résultat global	199	166	33
Total des capitaux propres	2 099	2 039	60

L'augmentation des capitaux propres au 31 mars 2026 est attribuable à un résultat net de 60 millions \$ et à une hausse de 33 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat global, résultant essentiellement de la conversion des devises des établissements étrangers, en partie contrebalancés par des rachats d'actions d'un montant de 15 millions \$ et par des dividendes déclarés d'un montant de 18 millions \$.

Le 4 novembre 2025, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») pour acheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois s'échelonnant du 14 novembre 2025 au 13 novembre 2026, soit environ 2,7 % des actions ordinaires en circulation à cette date.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2026, la Société a racheté 160 983 de ses actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 15 millions \$ aux termes de l'OPR.

Liquidités et ressources en capital

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2026	2025
Activités d'exploitation	47	(16)
Activités de financement	9	69
Activités d'investissement	(15)	(22)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	41	31
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2026 avant retraitement pour les modifications apportées à la norme IFRS 9	44	—
Ajustement lors de l'adoption pour les chèques en circulation de 2025 au 1 ^{er} janvier 2026	9	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de la période	53	50
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de la période	94	81

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs. Au 31 mars 2026, la Société avait des liquidités disponibles de 646 millions \$, y compris 552 millions \$ (396 millions \$ US) disponibles aux termes de ses facilités de crédit rotatif.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 47 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à une utilisation de liquidités de 16 millions \$ au premier trimestre de 2025, en raison principalement de l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 144 millions \$ au premier trimestre de 2026, comparativement à 137 millions \$ au premier trimestre de 2025. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 66 millions \$ au premier trimestre de 2026, en raison principalement de l'augmentation saisonnière des créances.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2026	2025
Résultat net	60	93
Amortissements	39	36
Rémunération fondée sur des actions	9	3
Charges financières	17	20
Charge d'impôts sur le résultat	20	30
Gain sur le règlement d'assurance	—	(28)
Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités	—	(10)
Autres	(1)	(7)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	144	137
Créances	(77)	(77)
Stocks	(14)	(41)
Autres actifs courants	(1)	3
Comptes créditeurs et charges à payer	11	(11)
Revenus différés	15	—
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	(66)	(126)
Intérêts versés	(23)	(25)
Impôts sur le résultat payés	(8)	(2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	47	(16)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de neuf millions \$ au premier trimestre de 2026. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2026, la Société a augmenté le montant net de ses emprunts de 41 millions \$, remboursé des obligations locatives d'un montant de 17 millions \$ et racheté des actions pour un montant de 15 millions \$. Au premier trimestre de 2025, la Société avait augmenté le montant net de ses emprunts de 101 millions \$, remboursé des obligations locatives d'un montant de 17 millions \$ et racheté des actions pour un montant de 15 millions \$.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2026	2025
Variation nette des facilités de crédit rotatif	50	137
Remboursement de la dette à long terme	(9)	(36)
Remboursement des obligations locatives	(17)	(17)
Rachat d'actions ordinaires	(15)	(15)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	9	69

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont réduit les liquidités de 15 millions \$ au premier trimestre de 2026 et de 22 millions \$ lors du trimestre correspondant en 2025, en raison principalement de l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au premier trimestre de 2026, la Société a également acquis une participation dans l'entreprise Lizzie Bay Logging pour une contrepartie totale de cinq millions \$, dont quatre millions \$ ont été versés en espèces à la clôture de la transaction.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2026	2025
Acquisition d'autres investissements	(4)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12)	(20)
Produit de l'assurance des biens	2	—
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1)	(2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(15)	(22)

Renseignements concernant les actions

Au 31 mars 2026, le capital-actions de la Société était constitué de 54 555 733 actions ordinaires émises et en circulation (54 697 214 au 31 décembre 2025).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour la période de trois mois close le 31 mars 2026 :

Nombre d'actions	Période de trois mois close le 31 mars 2026
Solde – début de la période	54 697 214
Actions ordinaires rachetées	(160 983)
Actions ordinaires émises aux termes du régime d'unités d'actions nouvelles	13 713
Régimes d'achat d'actions des employés	5 789
Solde – clôture de la période	54 555 733

Au 4 mai 2026, le capital-actions émis et en circulation de la Société était constitué de 54 556 381 actions ordinaires.

Engagements et éventualités

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans l'avenir demeurent sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2025.

Événement postérieur à la date de clôture

Le 5 mai 2026, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,34 \$ par action ordinaire, payable le 19 juin 2026 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 juin 2026. Il s'agit d'un dividende admissible.

Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans le futur demeurent essentiellement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2025.

Conventions comptables significatives et estimations comptables critiques

Les conventions comptables significatives utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrits à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2025 et 2024.

La Société établit ses états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux normes comptables IFRS.

Pour préparer les états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux normes comptables IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur le montant des ventes et des charges comptabilisées au cours de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. La direction fait également des estimations et des hypothèses dans le cadre d'une acquisition d'entreprise, principalement en ce qui concerne les prévisions des ventes, les prévisions des marges et le taux d'actualisation. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état condensé consolidé intermédiaire du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

Changements de politique comptable

À compter du 1^{er} janvier 2026, la Société a adopté les Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui modifient les normes IFRS 9 et IFRS 7. Ces modifications précisent les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et introduisent un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

En conséquence de ces modifications, la Société a modifié sa politique comptable relative à la décomptabilisation des comptes créditeurs réglés par chèque. Auparavant, les comptes créditeurs réglés par chèque étaient décomptabilisés à la date d'émission des chèques. Conformément à la politique révisée, et en cohérence avec les précisions apportées par les modifications, ces passifs sont désormais décomptabilisés à la date d'encaissement des chèques par la banque. De plus, la Société a choisi de décomptabiliser les passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique, avant la date de règlement, dès lors que la Société perd la capacité pratique d'annuler ces paiements.

Les modifications s'appliquent de manière rétrospective ; cependant, en vertu des dispositions transitoires, la Société n'a pas été tenue de retraiter les périodes antérieures pour refléter leur application. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société.

Norme comptable annoncée, mais non encore adoptée

La norme IFRS 18 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, une application anticipée étant possible. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers annuels consolidés et condensés consolidés intermédiaires.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité de la conception des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 mars 2026, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux normes comptables IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité de la conception de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que les CIIF ont été conçus de manière efficace au 31 mars 2026.

La direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification apportée à la conception des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2026 au 31 mars 2026 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Il convient de noter que les activités liées à Brooks Manufacturing Co. (« Brooks »), acquise le 5 novembre 2025, ont été exclues de l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Certaines informations financières liées à l'acquisition de Brooks aux termes de la limitation de l'étendue du Règlement 52-109 se résument comme suit : au 31 mars 2026, l'actif courant et l'actif non courant se chiffraient respectivement à 36 millions \$ et 40 millions \$, tandis que le passif courant s'élevait à cinq millions \$ et le passif non courant à six millions \$. Durant la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2026 au 31 mars 2026, les ventes et le résultat net se sont élevés respectivement à 26 millions \$ et sept millions \$.

Le 5 mai 2026